



AMBASSADE DE SUISSE
AUX PHILIPPINES

MANILLE, le 15 août 1968
610 San Luis Street, Ermita
Case postale 2515
Tél. 5 10 42 / 5 50 82

Réf.: 381.0 - G/sr

CONFIDENTIELLE

Rapport politique No 5

Monsieur Willy Spühler
Président de la Confédération
Chef du Département politique

B e r n

an						a/a
De	em					16.9
Visa						pe
EPD		16. SEP. 1968				
Ref. p. A. 21. 31.		Manila				

Philippines - Situation intérieure

A un peu plus d'un an des futures élections présidentielles, les Philippines ne sont pas un havre de paix, de sécurité et d'harmonie.

En assumant la charge du pouvoir au début de 1966, le président Marcos avait promis de s'attaquer avec plus de vigueur que ses prédécesseurs à la criminalité, à la corruption et à la contrebande pour restituer sa "grandeur" au pays. Malgré cette déclaration d'intention, il s'est montré, comme eux, tout aussi incapable d'apporter un début de solution à ces problèmes lancinants et c'est un constat d'échec que les observateurs sont contraints aujourd'hui de dresser. Quand il est critiqué dans ce contexte de "causes désespérées", le président est incontestablement acculé et réduit au silence sous le poids des évidences.

La violence, qui s'exprime notamment dans un emploi effréné des armes à feu, conditionne depuis l'indépendance la vie philippine et ne se limite pas forcément à des sordides règlements de comptes. Assassinats et enlèvements fournissent la pâture quotidienne de la presse. Les gangsters ne se gênent même plus pour agir en plein jour et en pleine ville, car ils comptent sur l'inefficacité et, plus souvent encore, sur la complicité de la police. Contrebandiers



- 2 -

et fonctionnaires véreux, la plupart en ligue avec de puissants personnages, sont devenus les rouages les mieux huilés de la machine politique. Généralement, la justice ne frappe que lorsque ses exécutants se sentent à l'abri des représailles.

Le parti d'opposition, qui a fait un gros effort ces derniers temps pour resserrer ses rangs, n'a pas attendu l'ouverture de la campagne électorale pour faire le procès de l'administration Marcos. L'attaque est menée plus particulièrement par l'ancien président Macapagal, qui déclare cependant ne pas vouloir briguer l'investiture du parti pour un nouveau mandat, par le maire dynamique de Manille, Villegas, et par le jeune sénateur Aquino, dont l'âge d'éligibilité était contesté et dont la validation de l'élection est pendante depuis dix mois devant la Cour suprême sans que l'exercice de ses droits et privilèges sénatoriaux en soit affecté le moins du monde.

Macapagal, dont on sait qu'il a accumulé une fortune assez considérable pendant qu'il était aux leviers de commande, surpassée d'ailleurs par celle que son successeur aurait d'ores et déjà amassée, est en quelque sorte l'âme de l'opposition et, dans ses réquisitoires, il s'en prend avec une ironie féroce et un sans-gêne déconcertant à la gestion de Marcos et à son incapacité de sortir les Philippines de l'ornière. Il l'accuse de dilapider les deniers publics et de fermer les yeux sur les injustices fondamentales. Il ne concède à son adversaire que l'art avec lequel il mène sa propagande, visant par là les quelques succès dont Marcos se targue dans le domaine de la construction des routes (réseau strictement axé sur la capitale) et dans celui de la culture du riz. Ses deux coreligionnaires politiques, avec d'autres d'ailleurs, ont plus précisément pour tâche de dénoncer, avec fracas, les scandales réels ou

imaginaires qui sont imputés à l'administration, comme aussi de stimuler et exacerber le sentiment national philippin. Pour le reste, la stratégie des Libéraux consiste, par des artifices de procédure, à bloquer les lois soumises au Congrès et les mesures budgétaires et fiscales destinées à renflouer les caisses de l'Etat.

A l'occasion d'un dîner donné récemment dans sa luxueuse villa, Macapagal, très décontracté, a dressé à l'heure du café, devant ses hôtes philippins et étrangers, au nombre desquels je comptais, un sombre bilan des maux qui, d'après ses dires, menaceraient aujourd'hui les bases mêmes de l'existence nationale des Philippines. Citant l'économiste suédois Gunnar Myrdal et faisant siennes avec complaisance les constatations que celui-ci expose dans son livre "Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations", il s'est étendu sur les problèmes de la corruption, qu'il faut frapper à la tête répétait-il, et de la criminalité galopante, conséquence des inégalités sociales et de l'érosion des valeurs spirituelles. Venant d'un homme qui n'a pratiquement rien fait, quand il était au pouvoir, pour renverser le courant malsain qui depuis des années compromet l'avenir de l'archipel, ce déballage vous laissait perplexes et donnait l'impression que les Philippines sont un pays "sans espoir".

En tout état de cause, l'oligarchie, accrochée à un état de choses qu'elle a intérêt à maintenir et qu'encourage le fatalisme de la masse, inorganisée et trop convaincue que rien ne changera jamais, domine aussi bien le parti libéral que le parti nationaliste, deux branches en somme interchangeable d'un parti en fait unique. Si donc Marcos devait céder la place à un libéral au terme de son mandat, il y a peu de chances que se disloque ce système politique destiné à perpétuer le statu quo économique et social. La révolution n'est encore nulle part en vue, même si une certaine fermentation paraît lentement mûrir parmi quelques syndicats ouvriers et au sein des universités.

- 4 -

Sans être aucunement explosive, la situation n'est pas pour autant de tout repos et l'inquiétude même gagne de plus en plus certains milieux, notamment étrangers et particulièrement américains. Le général multimillionnaire Menzi, Suisse d'origine et actuel aide de camp du président, confiait récemment ses appréhensions à l'un de ses intimes, un de nos compatriotes établis aux Philippines, disant avec découragement et lapidairement: Où donc va ce pays!

L'AMBASSADEUR DE SUISSE

